

Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable
en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme
pour un plan local d'urbanisme

Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une
évaluation environnementale

Annexe 3 : Auto-évaluation

La commune de Châtillon-Saint-Jean compte 1289 habitants pour une superficie de 882ha. Elle appartient à la communauté d'agglomération Valence Romans Agglo et elle est couverte par le SCOT du Grand Rovaltain, qui la considère comme un village de l'espace péri-urbain.

Le projet de modification du PLU de la commune a pour objet de :

- Délimiter un sous-secteur de la zone N afin de permettre l'implantation d'une centrale photovoltaïque sur une ancienne carrière ;
- Délimiter un sous-secteur de la zone N afin de permettre le projet de restructuration-agrandissement du bâtiment (vestiaires-bureau-buvette...) du stade de rugby ;
- Supprimer des emplacements réservés ;
- Augmenter de 200 à 250 m² la limite maximale après travaux en cas d'extension des habitations existantes en zone A et N (en maintenant la limite maximale de 33% d'extension par rapport à la surface initiale) .
- Toiletter différents points du règlement écrit pour :
 - . Permettre de superposer les panneaux photovoltaïques aux toitures ;
 - . Encadrer la création d'accès en cas de division parcellaire en zone urbaine ;
 - . Réglementer les annexes en zone A et N au regard de leur emprise au sol et non de leur surface de plancher ou surface totale et de reporter leur hauteur maximale à l'article 10 ;
 - . Supprimer la limitation de teintes claires pour les toitures ;
 - . Préciser ou simplifier quelques règles.

✓La délimitation d'un sous-secteur Npv en zone N sur 1 ha environ, afin de permettre l'implantation d'une centrale photovoltaïque sur une ancienne carrière :

- concerne un secteur de la zone N dans lequel l'exploitation de carrière est autorisée ;
- est situé à l'écart de toute zone de richesse écologique particulière (pas de site Natura 2000, ZNIEFF de type 1 ou zone humide) ;
- est situé en dehors de toute zone de risque ;
- s'inscrit dans le cadre d'une demande d'évolution des modalités de fin d'exploitation de la carrière définies par un arrêté préfectoral du 06/11/2018 qui prévoyait :
 - le maintien sur 2,5 ha environ d'un espace à caractère industriel pour les installations de traitement et de stockage des matériaux, les locaux administratifs et techniques, comprenant dans sa partie nord un bassin de gestion des eaux pluviales de cette plate-forme.
 - la remise à l'état naturel du reste de la zone d'exploitation de carrières ;

Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable
en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme
pour un plan local d'urbanisme

Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une
évaluation environnementale

Annexe 3 : Auto-évaluation

Considérant que le secteur Npv concerne :

- pour plus de 70% de sa surface l'ancienne zone de traitement et de stockage de matériaux dont le sol est compacté et considéré comme artificialisé ;

- pour moins de 30% un taillis non entretenu composé d'espèces invasives (essentiellement robinier faux-acacia), qui s'est implanté sur un ancien secteur d'exploitation de carrière.

Considérant qu'au final, sur les 2,5 ha de l'ancienne carrière qui devaient conserver un caractère industriel :

- 0,71 ha seront utilisés pour le projet de centrale photovoltaïque

- 1,8 ha seront « renaturés » : le bassin de gestion des eaux pluviales et ses abords deviennent une mare et les autres espaces seront végétalisés après un apport de terre.

Considérant en outre que :

- moins de 0,3 ha de taillis existants au sud, sur une zone de carrière plus ancienne, seront déboisés, pour dégager de toute ombre la partie sud du projet de centrale photovoltaïque et conserver un passage autour des panneaux.

- au final, la surface en espace naturel sera augmentée de 1,5 ha par rapport à la situation initiale.

- l'exploitant va conduire en parallèle une gestion forestière sur les espaces boisés au nord du site (et sur ses autres sites) afin d'en améliorer la qualité.

Considérant que ce secteur Npv est quasiment imperceptible dans le paysage du fait de son insertion en contre-bas de talus boisés, à l'arrière d'un merlon végétalisé, éloigné des voies de circulation et qu'il est à l'écart de tout périmètre de protection du patrimoine ;

Considérant d'autre part, que le projet photovoltaïque :

- permettra de produire de l'électricité en autoconsommation collective par deux autres sites de l'exploitant (Carrière de la Réguinelle à Châtillon-St-Jean et site de Pizançon), ainsi que par la commune de Châtillon-St-Jean.

- sera réalisé sur un espace végétalisé après apport de terre, qui sera entretenu par fauche et éco pâturage (sous les panneaux)

> La délimitation du secteur Npv dans lequel les installations photovoltaïques seront autorisées n'est donc pas susceptible d'entraîner des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine.

Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable
en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme
pour un plan local d'urbanisme

Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une
évaluation environnementale

Annexe 3 : Auto-évaluation

✓ La délimitation d'un secteur Nr autour du bâtiment du stade de rugby en vue de sa restructuration-extension :

- concerne uniquement un bâtiment communal existant (vestiaires-sanitaires-buvette, terrasse...) et ses abords déjà artificialisés, attenant au terrain de rugby, aujourd'hui classé en zone N ;
- est situé en dehors de toute zone de richesse écologique particulière (pas de site Natura 2000, ZNIEFF de type 1 ou zone humide) ;
- est situé dans le périmètre de 500 m du monument historique (château)
- vise à permettre la restructuration et l'extension (notamment pour agrandir les vestiaires, disposer d'une salle de réunion suffisamment spacieuse et agrandir la terrasse couverte) de ce bâtiment vétuste et hétéroclite pour répondre aux besoins des associations sportives et de loisirs de la commune, en limitant l'emprise au sol nouvelle à 250 m²,

✓ Considérant que la délimitation du secteur respecte la cartographie applicable concernant le risque inondation de la Joyeuse et qu'il est donc situé entièrement en dehors des zones de risques ;

✓ Considérant d'autre part que le périmètre de protection du monument historique s'impose au projet de modification du PLU ;

> La délimitation du secteur Nr n'est donc pas susceptible d'entraîner des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine.

✓ La suppression de 5 emplacements réservés :

- concerne uniquement des emplacements situés dans la zone urbanisée du village ;
- vise à prendre en compte des évolutions du contexte qui rendent ces emplacements réservés inutiles ;

> Le suppression de ces emplacements réservés n'est pas susceptible de générer des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine.

Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable
en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme
pour un plan local d'urbanisme

Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une
évaluation environnementale

Annexe 3 : Auto-évaluation

✓ **Considérant que la modification du règlement écrit consistant à augmenter de 200 à 250 m² la limite maximale après travaux en cas d'extension des habitations existantes en zone A et N :**

- est compatible avec le document cadre élaboré par la CDPENAF de la Drôme qui préconise que « *peuvent être autorisées l'extension des constructions à usage d'habitation dans la limite de 33 % de la surface totale initiale à condition que la surface totale de la construction après travaux n'excède pas 250 m² (existant + extensions)* »

- ne modifie pas la limite maximale de 33% d'extension possible par rapport à la surface initiale et que, de ce fait, cette modification n'est susceptible d'intéresser qu'un nombre très limité d'habitations existantes ;

✓ Considérant en outre que les extensions des habitations existantes restent soumises à la condition qu'elles ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.

> Cette modification du règlement écrit n'est donc pas susceptible d'entraîner des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine.

✓ **Considérant que les autres modifications du règlement écrit :**

- d'une part visent à encadrer le nombre de nouveaux accès en cas de division parcellaire pour des motifs de limitation de la consommation d'espace, de sécurité et de paysage ;

- d'autre part visent simplement à adapter, préciser ou simplifier quelques règles notamment pour faciliter l'implantation de panneaux solaire en toiture ;

> Ces modifications du règlement écrit ne sont donc pas susceptibles d'entraîner des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine.

On peut conclure de ce qui précède que le projet d'évolution du PLU n'est pas susceptible d'impact significatif sur les continuités écologiques, les milieux naturels et la biodiversité, ni sur le paysage, l'air, le taux d'imperméabilisation des sols et les besoins en eau et assainissement, ni les risques naturels du territoire concerné ;

Il est donc proposé de ne pas soumettre le projet de modification du PLU de la commune de Châtillon-Saint-Jean à évaluation environnementale.